

**Communication
de Madame Alix de Rohan Chabot**



**Séance publique du 7 avril 2006
dans les Grands Salons
du Palais du Gouvernement**



**Le Maréchal de Belle Isle
et la Cour ducale de Lorraine**

Remerciements et présentation de l'orateur par le Président Bernard Guerrier de Dumast.

Mon Général,

Au nom de l'Académie de Stanislas, au nom de ses membres titulaires et de ses associés correspondants ici présents, au nom de leur nombreux invités, je tiens à vous remercier très particulièrement d'avoir bien voulu accepter de nous ouvrir votre résidence privée, ce magnifique Palais du Gouvernement qui abrita tant de chefs militaires prestigieux. Mes remerciements vont aussi à Madame d'Anselme dont nous envahissons, pacifiquement, le domaine.

C'est parce que c'est une maison militaire que j'ai souhaité que la conférence de Madame de Rohan Chabot sur les relations du Maréchal de Belle Isle avec la Cour ducale de Lorraine, se tienne ici bien qu'il fût Gouverneur de Metz. J'y tenais aussi parce que ce palais est pour moi le symbole d'une Lorraine qui a su très vite devenir française sans pour autant renier ses fidélités et qui, dès la révolution et l'empire, a donné à notre pays tant de chefs glorieux.

Un très grand merci donc, mon Général, d'avoir si aimablement et spontanément répondu à mon appel et un grand merci aussi pour la réception amicale que vous nous réservez ensuite.

Mesdames, Messieurs,

A ceux d'entre vous qui étaient déjà présents lors de la conférence de Monsieur l'Ambassadeur de France, Gilles Curien, à la Préfecture, je me suis permis de rappeler brièvement l'origine et le rôle éminent de l'Académie de Stanislas.

Si elle sort de ses murs, ce soir, pour accueillir un public aussi choisi et nombreux que celui que vous représentez, c'est moins en application de ses statuts que de l'esprit dans lequel elle a été fondée par le Roi Stanislas. Société savante, elle l'est certes et les «Mémoires» de l'Académie qui relatent chaque année les communications ordinaires de nos membres en témoignent et constituent sans conteste une fabuleuse «banque de données» sur notre région et bien d'autres matières. Mais elle est aussi une «société de pensée» dont le rôle est de promouvoir des idées nouvelles tout en les situant dans un continuum historique et scientifique. C'est dans cet esprit que nous avons voulu situer nos contributions à l'année des lumières en les prolongeant au-delà du terme fatidique du calendrier, parce que notre réflexion ne s'arrête pas au 31 décembre mais se poursuit sans relâche depuis plus de 250 ans.

C'est maintenant, Mesdames et Messieurs, un grand privilège pour l'Académie de Stanislas et pour son Président, de pouvoir introduire aujourd'hui, devant vous, l'un de nos plus éminents confrères en la personne de Madame de Rohan Chabot qui fait partie de notre Compagnie depuis l'année 1983.

Inscrite à la fois à la Sorbonne et à l'Institut Catholique de Paris, elle a obtenu, en 1960, la licence d'histoire et préparé ensuite, sous la direction de notre regretté confrère Michel François, alors directeur de l'Ecole de Chartes, une thèse de troisième cycle sur «Les écoles de campagne en Lorraine au XVIII^{ème} siècle», qu'elle soutint brillamment à la Sorbonne en 1967.

Après sa thèse, Madame de Rohan Chabot a poursuivi ses études et sa formation en s'inscrivant au séminaire du père de Dainville, l'un des maîtres de la recherche historique contemporaine.

Sa connaissance parfaite de l'anglais qu'elle lit, parle et écrit avec la même aisance que le français, en raison d'une ascendance maternelle américaine, l'a orientée vers le monde britannique anglo-saxon auquel elle a consacré deux ouvrages. L'un, composé grâce aux archives de sa famille américaine, constitue une biographie de celui qu'on appelait sous la Révolution le «citoyen Genet», qui fut l'ambassadeur de la première république française auprès des Etats Unis. L'autre est une étude sur le Duc de Berwick, un anglais devenu Maréchal de France sous Louis XIV ; l'ouvrage se fonde sur l'exploitation d'archives privées en Grande Bretagne et en Espagne.

En 1997, elle publie chez Perrin un ouvrage sur «Madame de La Tour du Pin. «Le talent du bonheur», et, l'année dernière, chez Perrin encore «Le Maréchal de Belle Isle ou la revanche de Fouquet».

Notre historienne aime, de toute évidence, les maréchaux ! Elle avait donc toute sa place pour s'exprimer dans ce palais qui reçut les plus prestigieux.

Le Président Guerrier de Dumast cède la parole à Madame de Rohan Chabot.

Charles-Louis-Auguste Fouquet, maréchal de Belle Isle, est surtout connu dans l'historiographie française pour le rôle éminent qu'il a joué dans l'histoire politique, militaire et diplomatique du règne de Louis XV, règne au cours duquel il s'est élevé aux plus hautes fonctions, terminant sa longue carrière comme ministre d'Etat, ministre de la Guerre, et duc et pair de France. Mais on ne saurait oublier qu'il a aussi, et avec quelle compétence, occupé les postes de commandant militaire dans les Trois Evêchés puis de gouverneur de Metz et du Pays messin. Cette remarquable réussite, il la doit à lui seul, à sa volonté et à ses talents, car on peut dire qu'il est né sous une mauvaise étoile.

En effet, quand il voit le jour, son illustre grand-père, le fastueux surintendant des Finances du jeune Louis XIV, Nicolas Fouquet, vient de mourir après vingt ans de réclusion dans la triste prison de Pignerol et sa famille qu'il a entraînée dans sa disgrâce est toujours reléguée dans différents coins de France, tant est tenace la rancœur du roi à l'égard de tout ce qui porte le nom de Fouquet. C'est ainsi que le petit Charles-Louis est né le 24 septembre 1684 à Villefranche-de-Rouergue où est exilé son grand-oncle Louis Fouquet, évêque d'Agde, moins, il faut le dire, pour son soutien indéfectible à son frère Nicolas que pour ses idées jansénistes et son aversion pour les jésuites.

Presque un quart de siècle après l'arrestation du grand-père Nicolas, un enfant mâle voit donc le jour dans la famille Fouquet et tous les espoirs de la famille reposent sur lui. Né dans la pauvreté, l'enfant apprendra de bonne heure à ne compter que sur lui-même. Il reçoit une éducation d'autant plus solide - d'abord auprès de son père puis au collège de Sorèze - qu'aucune distraction ne trouble l'écoulement des jours. Entouré de femmes, (quatre petites sœurs naîtront avant que n'apparaisse son cadet de neuf ans, Louis-Charles-Armand) il lit beaucoup et se passionne pour l'Histoire. Nourri dans l'obéissance au sein d'une famille isolée et sans crédit, il se forge une âme forte et est, de plus, plein d'ambition. Un nouveau siècle commence et il a bien l'intention d'y occuper une place importante. Et pourquoi ne réussirait-il pas ? Depuis un siècle, les Fouquet ont engendré deux évêques, un surintendant des Finances du royaume, un abbé de cour influent, un officier de la Maison du roi, un

conseiller au parlement de Paris. Il ne manque qu'un soldat pour parfaire la liste des serviteurs de l'Église et de l'État où figurent ses aïeux. Or, justement, la carrière des armes sourit au jeune homme et, à 17 ans, il «monte» à Paris où sa grand-mère Marie-Madeleine de Castille l'accueille avec ses frères et sœurs et leurs parents car elle a obtenu l'autorisation de regagner la capitale après la mort de son époux le surintendant.

La famille, selon la tradition d'ancien régime, se mobilise - et mobilise les amis - pour mettre le pied à l'étrier au seul descendant mâle des Foucquet en âge de redresser la fortune ou tout au moins la réputation du clan. Il entre aux mousquetaires gris et, dès 1701 (il a 17 ans) il part servir comme volontaire à l'armée d'Allemagne sous le commandement du maréchal de Villars dont il réussit à se faire remarquer par sa vaillance et son influence sur ses camarades. Le voilà lancé dans une carrière où il brillera et qui sera la passion de sa vie. Mais la fin de la guerre de succession d'Espagne en 1713 ouvre une ère de paix en Europe, il n'y a plus de galons à gagner pour un militaire ambitieux. Il a réussi, toujours grâce à l'aide de la famille, à devenir mestre de camp général des dragons et est emmené par Villars à Rastadt pour les négociations de paix, puis, après la dislocation de l'armée, il rentre à Paris. C'est à ce moment que le soldat audacieux va se transformer en courtisan et en aventurier politique. Il intrigue auprès du cardinal Dubois sous la Régence mais c'est l'arrivée au pouvoir du cardinal de Fleury qui va le mettre rapidement en position d'acquiescer l'état permanent et prestigieux qui lui manque encore.

Au début de 1727, il réussit à se faire adjoindre au maréchal du Bourg pour commander dans les Trois Evêchés et former un camp d'observation face au Luxembourg. Désormais, pendant plus de trente ans, une grande partie de sa vie se déroulera en Lorraine (dans l'acception moderne du terme). La position frontière de la province des Trois Evêchés, française depuis les traités de Westphalie, est extrêmement importante et Louis XIV avait témoigné à plusieurs reprises de l'intérêt qu'il portait à la place de Metz dans l'édification du nouvel Est français. Or, après les traités d'Utrecht, les Trois Evêchés sont désormais exposés d'un côté face aux Pays-Bas (Belgique actuelle) passés de la domination de la monarchie espagnole amie de la France à celle des Habsbourg son ennemie, et de l'autre à une Lorraine ducal indépendante et en plein développement économique. La France convoite depuis longtemps cette belle terre qu'elle enserme de toutes parts mais il lui faudra encore patienter avant que les événements se chargent de la lui remettre. En attendant, il est indispensable que les rapports politiques, militaires et commerciaux entre les enclaves en terre lorraine que sont les Trois Evêchés d'une part et les duchés de Lorraine et de Bar d'autre part soient les meilleurs possibles. Ce sera le cas au XVIII^{ème} siècle grâce à l'intelligence et au savoir-faire du duc Léopold qui a

épousé une française, puis du roi de Pologne Stanislas Leszczynski dont la fille est reine de France. Le choix du gouverneur nommé par Versailles s'est révélé habile. Non seulement Belle Isle est intelligent, actif et a un bon contact avec tout le monde mais, de plus, il va s'attacher profondément à Metz et au pays dont il a la charge, disant même à un ami à la fin de sa vie : «Metz est la seule maîtresse à qui je sois resté fidèle».

Les relations du nouveau commandant militaire dans les Trois Evêchés, à partir de 1727 avec la Lorraine ducale, ont été renforcées par le deuxième mariage de Charles-Louis de Belle Isle en 1729. Veuf d'Henriette de Durfort depuis quelques années, il a épousé Marie-Casimire de Béthune-Chabris, jeune veuve d'un lieutenant-général. Elle est la petite-fille de François-Gaston de Béthune qui, envoyé comme ambassadeur à la cour de Pologne, avait épousé Anne-Marie-Louise Sobieska, fille du roi de Pologne sauveur de la chrétienté face aux turcs. De ce mariage était né le père de Marie-Casimire et une fille qui épousera Jean Jablonowski, oncle de Stanislas Leszczynski. Si nous ajoutons qu'Anne-Marie Sobieska avait une sœur mariée à l'électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel de Wittelsbach, nous concluons que la jeune comtesse de Belle Isle était arrière-petite-fille d'un roi de Pologne, cousine issue de germain du jeune électeur de Bavière Charles-Albert et du prétendant au trône d'Angleterre Jacques III Stuart, cousine germaine de la duchesse Ossolinska et de la princesse de Talmont qui feront les beaux jours de Lunéville.

Il faut signaler aussi qu'elle est arrière-petite-fille du maréchal Fabert, illustre messin. Le père de Marie-Casimire était un original qui avait fait une partie de sa carrière militaire en Pologne. A son retour en France, il est resté lié avec la famille régnante polonaise. Quand Stanislas Leszczynski sera réfugié en France, il sera un familier de Chambord et de la reine Marie à Versailles, suivra Stanislas en Lorraine et deviendra son grand chambellan. Jusqu'à la fin de ses jours, il signera ses lettres «Béthune-Pologne dit le Cosaque» ! Saint-Simon, admiratif devant les prouesses matrimoniales de ce Fouquet qui n'est pas issu de la haute noblesse et qui, jusqu'à la fin de ses jours sera considéré à la cour comme un parvenu, écrira : «Il sut tirer un grand parti de ces singulières et proches alliances». Le marié a quarante-cinq ans, la mariée vingt-et-un, mais la grande disparité d'âge ne les empêchera pas de former un ménage uni, s'appréciant mutuellement et ayant en commun le goût de la chose publique, des lettres et des arts, et de la générosité envers les infortunés. Marie-Casimire secondera admirablement son époux et sera très appréciée à Metz car sans prétention et sans afféterie. Elle avait le don de faire briller les autres et n'admettait dans sa société ni ragot ni médisance. Très pieuse mais nullement bigote, elle exprimait sa foi dans une charité active. On la voyait certes à l'église mais aussi dans les hôpitaux, les prisons, au chevet des pauvres et des malades auxquels

elle prodiguait une aide matérielle aussi conséquente que discrète. Son accueil prévenant et poli lui assurera le respect et l'affection des habitants de Metz où elle va désormais « régner » pendant vingt-cinq ans.

Lorsque Fleury envoie Charles-Louis de Belle Isle à Metz pour seconder le maréchal du Bourg - et aussi peut-être pour l'éloigner de Paris où la fâcheuse affaire de l'Extraordinaire des guerres dans laquelle il avait été compromis avait laissé des traces - il se trouve dans son élément et se lance avec énergie dans la réorganisation de l'armée plutôt somnolente depuis la fin de la guerre de succession d'Espagne.

Bientôt, il reçoit un commandement territorial dans les Evêchés et sur les frontières de Champagne, Luxembourg et Sarre. Il remplace de plus en plus le gouverneur de la province, le maréchal d'Alègre souffrant, et persuade Louis XV de faire de Metz l'entrepôt général de ses armées entre Flandre et Alsace. Il fait accepter un projet de dix millions de livres pour faire de la ville une véritable place forte. Il partage les vues économistes de Vauban qui avait rêvé d'une liaison fluviale entre Meuse, Moselle, Seille et Sarre et voit la nécessité de créer des fortifications doubles sur la colline de Bellecroix au nord-est de Metz et sur la Moselle à l'ouest, ces dernières permettant le développement d'une ville nouvelle à l'intérieur des murs. Il songe à faire de Metz une grande ville commerciale et industrielle. Depuis la révocation de l'édit de Nantes, la population avait considérablement diminué par le départ des protestants, il faut absolument la dynamiser. Avec l'ingénieur en chef Louis de Cormontaigne, dès 1728, une architecture militaire novatrice va s'épanouir mais une certaine recherche esthétique n'est pas négligée, à l'image de ce XVIII^{ème} siècle dont Belle Isle bâtisseur est un des grands représentants.

Metz ne suffit pas à l'ambition de Charles-Louis de Belle Isle. Il a certes besoin du soutien de la cour pour ses grands projets mais il entend qu'elle ait besoin de ses services dans le remue-ménage diplomatique intense qui caractérise l'Europe de la première moitié du XVIII^{ème} siècle. Un jour, la succession d'Autriche s'ouvrira et l'Europe entière est concernée. En effet, le roi de Prusse militarise à outrance son petit pays et secoue sans ménagement l'équilibre germanique, l'électeur de Hanovre est désormais aussi roi d'Angleterre, la Russie émerge sur la scène européenne et surtout l'électeur de Bavière dont la place dans l'Empire n'a pas été réglée à Utrecht est partie prenante dans la succession Habsbourg. On avait cru, à Utrecht, donner à l'Europe une tranquillité durable mais les différents souverains vont chercher où est leur intérêt à soutenir ou non la Pragmatique sanction voulue par l'empereur Charles VI pour transmettre à sa fille aînée Marie-Thérèse l'ensemble de ses possessions.

Des perspectives s'ouvrent donc pour un homme audacieux, intelligent et doué de toute évidence pour l'intrigue. Cette appréciation n'est nullement négative car, si Belle Isle et son frère cherchent la gloire, c'est pour eux certes et pour effacer l'opprobre qui a si longtemps accompagné le nom de Foucquet, mais aussi pour le royaume dont le maître est un jeune roi vers qui se tournent les regards de l'Europe.

Belle Isle, comme lieutenant-général commandant dans les Trois Evêchés, suit de près les affaires des duchés de Lorraine et de Bar et entretient des relations respectueusement amicales avec le duc Léopold et la duchesse Elisabeth-Charlotte. En froid avec la cour de Versailles depuis la préférence donnée à Marie Leszcynska sur une princesse lorraine comme épouse pour Louis XV, Léopold a renoué des liens avec son cousin germain l'empereur Charles VI qui lui fait part de son désir de marier sa fille Marie-Thérèse avec le fils aîné du duc de Lorraine qui, d'ailleurs, à défaut des archiduchesses, aurait pu prétendre lui-même à la couronne d'Autriche. Le ministre de France en Lorraine, M. d'Audiffret, en informe sa cour et conjure Fleury de se rapprocher de la cour ducal de Lorraine. Certes, cautionner un prince lorrain comme probable futur empereur n'est pas dans l'intérêt de la monarchie française, mais Léopold est un prince trop avisé pour imaginer que son fils, s'il devenait empereur d'Allemagne, pourrait rester duc de Lorraine. Le gouvernement français observe donc avec intérêt et encourage ce qu'on a appelé «la grande affaire de Lorraine». Léopold choisit une politique dynastique qui mettra un jour François-Etienne sur le trône des Césars et donnera la Lorraine à la France. Le principe du mariage est arrêté et Charles-Louis de Belle-Isle se réjouit car, ne serait-ce que pour des raisons stratégiques, il escompte que les riches duchés tomberont un jour dans l'escarcelle française. Au début de 1729, il écrit de Paris au duc : «Je n'ay pas oublié ce que Votre Altesse Royale eust la bonté de me confier à Lunéville l'année dernière et je ne peux assez exprimer la joye que je ressens de la conclusion d'un mariage que je désirois extrêmement».

Le bon duc va mourir presque subitement cette même année 1729 et son fils François-Etienne hérite des duchés alors qu'il séjourne depuis plusieurs années en Autriche. Il ne fera plus désormais que de courts séjours dans son pays natal. En juin 1730, d'Audiffret signale dans une dépêche à son ministre : «M. le duc de Richelieu et M. de Belle Isle qui sont allés lui faire leur cour en sont revenus fort mal contents». Apparemment, le jeune prince affiche une morgue toute autrichienne qui contraste avec l'affabilité de son père. Il est jaloux de son jeune frère Charles-Alexandre qui, plus séduisant physiquement que lui, est aussi plus aimable et donc plus aimé. Il témoigne à sa mère et à ses sœurs une indifférence glaciale et ne se plaît que dans la compagnie de ses officiers allemands, ignorant pratiquement ses officiers lorrains.

La duchesse-régente de Lorraine ne se fait pas d'illusions sur le sort de son petit Etat si convoité. Une lettre de Belle Isle, désormais gouverneur de Metz et du Pays messin à la mort du maréchal d'Alègre, au ministre des Affaires étrangères Chauvelin, datée du 20 juin 1733, révéla la pensée profonde de la princesse : «J'ay été, monseigneur, à Lunéville, rendre mes respects à madame la duchesse de Lorraine comme j'ay coutume de le faire tous les ans...». Après avoir fait part à son interlocuteur des griefs qu'elle a contre son fils aîné qui, à son avis, ruine la Lorraine et se désintéresse de l'Etat et de la famille ducale, elle se montre lucide : «elle s'attendoit bien que dès que nous aurions la guerre avec l'empereur, le roi s'empareroit de la Lorraine mais qu'en ce cas, quelque fortune que pût faire son fils en Allemagne, elle étoit trop vieille pour apprendre l'allemand et que, quel qu'ordre qu'elle pût recevoir de son fils, qu'elle n'iroit jamais y vivre et que, comme elle avoit le cœur françois, le roy voudroit bien toujours la regarder comme petite-fille de France». «Elle me dit», raconte Belle Isle, «encore quantité de choses ce jour-là, car vous savez qu'elle parle volontiers et dit tout ce qui lui vient dans la pensée». Le nouveau gouverneur ajoute que les Lorrains voudraient bien savoir qui sera leur prochain souverain, le prince Charles-Alexandre ou le roi de France car «ils s'attendent bien que M. le duc de Lorraine ne peut garder la Lorraine quand il sera devenu gendre de l'Empereur». Ils ne le souhaitent d'ailleurs pas car leur pays serait alors le théâtre d'une guerre.

Les maux d'un conflit seront épargnés à la Lorraine grâce à l'intervention de Belle Isle. Par ses travaux de Metz, utiles autant à l'Etat qu'à sa propre réputation, il s'est attiré la confiance du ministre de la guerre, d'Angervilliers, et du cardinal de Fleury et est pratiquement devenu le véritable maître de l'espace lorrain grâce à ses relations avec la duchesse-régente. Depuis son poste stratégique de gouverneur de Metz et du Pays messin, il attend de voir ce qui se décidera en haut lieu.

Or vers quoi se dirige-t-on ? La politique systématique de conciliation menée depuis les traités d'Utrecht est morte, les égoïsmes nationaux vont l'emporter. L'entente européenne, fragile certes mais efficace depuis vingt ans, vole en éclats. La crise ouverte par la succession de Pologne n'aura pas d'ailleurs que des effets négatifs. Comme l'écrit l'éminent historien M. Bled dans son histoire de Marie-Thérèse d'Autriche, «elle va permettre d'imaginer un compromis bien dans l'esprit d'équilibre cher à la diplomatie du XVIII^{ème} siècle». Pour l'instant, les armes parlent et Charles-Louis de Belle Isle est dans son élément.

Il a prévu depuis longtemps qu'une guerre deviendrait inéluctable avec la monarchie habsbourgeoise et il la souhaite. Avec l'agrément de Fleury, il fait des Evêchés le boulevard de notre frontière du nord-est avec la fortification

accélérée de Metz et autres places. Il remet à l'honneur la tradition de Louvois des camps d'instruction et en crée de nouveaux sur la Moselle et sur la Meuse. Il réveille les notions de travail, d'émulation, de discipline et favorise les initiatives de jeunes officiers. Toute cette activité lui vaut une promotion au grade de lieutenant-général des armées du Roi, désormais il peut commander un corps d'armée en campagne. Charles-Louis de Belle Isle espère évidemment obtenir le commandement en chef de la frontière des Evêchés et de l'armée de Moselle mais un lieutenant-général plus ancien que lui est choisi.

Aussitôt après la déclaration de guerre en octobre 1733, Louis XV a député M. de Verneuil à la duchesse-régente de Lorraine pour obtenir son assentiment au moins tacite à la présence de troupes françaises dans les Etats de son fils. Belle Isle reçoit l'ordre de disposer huit mille hommes et un train d'artillerie autour de Nancy et d'installer son quartier général Frouard. La duchesse ne peut que s'incliner et, après un simulacre de résistance, M. de Custine remet au général français les clés de Nancy où seront stationnés huit bataillons. Persuadé qu'une démonstration de force doit être accompagnée d'égards, le comte de Belle Isle demande une audience à Elisabeth-Charlotte que celle-ci accorde avec réticence. Mais le charme opère et le gouverneur de Metz engage la princesse à faire déposer à l'entrée et à la sortie des villes des duchés et sur toutes les grandes routes, des poteaux aux armes de Lorraine et de Bar, affichant ainsi la neutralité du territoire. Il obtient qu'elle fera fournir des subsistances, des chevaux et des chariots et s'engage à lui faire délivrer des reçus. L'exacte discipline exigée par Belle Isle sera scrupuleusement observée et il n'y aura pas d'incidents majeurs pendant cette nouvelle occupation française des duchés. La correspondance d'Elisabeth-Charlotte avec son envoyé à Paris, Stainville, révèle cependant l'état pitoyable des duchés soumis aux réquisitions françaises et le peu de cas qu'on fait de son autorité. «Peu de jours se passent que les commissaires des guerres ne donnent des ordres à nos sujets comme à ceux du royaume, sans la moindre considération pour moy ni pour les droits de la souveraineté». Elle se plaint parfois directement à Belle Isle, comme dans une lettre où elle s'élève contre des dépravations commises par les troupes françaises dans le comté de Falkenstein, à laquelle le général répond avec une certaine ingénuité depuis son camp de Landau qu'il fallait excuser les soldats, «car personne de l'armée, moy compris, ne sçavoit que ce comté relevait du duché de Lorraine».

La campagne de 1734 est glorieuse pour Belle Isle et reconnue par le roi qui le nomme chevalier de ses Ordres. Après la mort du commandant-en-chef le maréchal de Berwick au siège de Philippsbourg, il pouvait espérer le bâton de maréchal, mais le nom de Foucquet et l'hostilité du maréchal de Noailles l'en écartent, et il se morfond à Trèves où il est en occupation. Il échange de nombreuses lettres avec la duchesse-régente de Lorraine qui se plaint amère-

ment de l'état de misère engendré dans les duchés par les exigences françaises en violation de leur neutralité et du nombre de troupes qui doivent hiverner en Lorraine. En janvier 1735, il cherche à l'amadouer : «je voudrais bien que le commandement que le roy me confie sur les frontières qui avoisinent la Lorraine me mist à portée de faire chose qui fust agréable à Votre Altesse Royale et je suis véritablement au désespoir d'estre obligé, en exécutant les ordres du roy, d'exiger des sujets de Votre Altesse Royale des secours devenus absolument indispensables».

L'homme est las, il a 52 ans, il n'est pas maréchal de France malgré ses talents reconnus, il songe à se retirer. Mais les négociations qui s'ouvrent à l'été de 1735 vont le faire rebondir et développer ses talents d'homme politique et de diplomate. Lorsqu'au mois d'août 1735 Chauvelin fait des ouvertures de paix à Vienne, le propos est net : pour que la France accorde sa garantie à la Pragmatique sanction, la question de Lorraine doit être réglée : «En un mot, messieurs, où la France n'existera plus en corps de nation ou jamais un empereur d'Allemagne ne sera duc de Lorraine et de Bar».

Si le duc actuel veut accéder à l'empire, il faut qu'il renonce à son Etat qui pourroit estre cédé au roi de Pologne qui, à sa mort, le lèguerait à la reine de France et à ses enfants». Les ministres autrichiens tergiversent car ils connaissent le désir de paix du cardinal de Fleury mais Belle Isle veille. Il fait valoir au ministre que les français sont vainqueurs partout, ils occupent Trèves, Trarbach et Philippsbourg, sont maîtres de toute la haute Italie et occupent de plus les duchés lorrains.

Il n'y a donc aucune raison de céder aux exigences autrichiennes. Après le mariage de François III avec sa cousine Marie-Thérèse, Chauvelin fait savoir à Vienne que la France maintiendra son occupation de Kehl, Philippsbourg et Trèves jusqu'à satisfaction de ses réclamations sur la Lorraine. Il menace même de faire occuper la Lorraine entière si le duc fait traîner les choses en longueur ou s'il dépouille ses domaines avant de les céder.

Belle Isle a activement participé à la préparation des préliminaires de la paix. Il estime que le traité de Vienne est une solution avantageuse puisqu'il suppose le rattachement à terme de la Lorraine à la France et a de plus le mérite de mettre fin aux nombreux affrontements entre la monarchie et les princes lorrains.

Au printemps de 1737, Belle Isle règne non seulement sur les Evêchés qu'il a énergiquement repris en main, mais aussi sur la Lorraine où il commande encore les troupes françaises d'occupation. Dès le départ de Stanislas Leszczyński de Versailles où le roi de Pologne a été prendre congé du roi et de la reine sa fille, le gouverneur de Metz reçoit l'ordre de faire assembler les troupes pour

rendre honneur au nouveau duc de Lorraine. Puis, il se retire des duchés et en remet le commandement militaire au duc de Fleury que Stanislas a choisi par reconnaissance envers le cardinal.

Désormais, il partagera son temps entre Paris où il a fait construire un superbe hôtel sur le quai d'Orsay (aujourd'hui Caisse des Dépôts et Consignations), Versailles où il dispose d'un petit appartement au château, et sa propriété normande de Bizy près de Vernon. Il ne néglige nullement son gouvernement où lui et sa femme séjournent de mai à octobre. Les travaux de fortifications de Metz et de Thionville sont à peu près achevés mais le nord du pays est mal couvert entre Sarre et Alsace et l'acquisition de la Lorraine par la France va permettre de fortifier Bitche en se servant des anciennes constructions de Vauban. A son ministre, Belle Isle écrit : «L'acquisition de la Lorraine réunissant Bitche à perpétuité à la couronne, il convient à présent d'y travailler solidement, ce poste étant également utile et nécessaire pour l'offensive et la défensive». Belle Isle entretient désormais une correspondance active avec le chancelier du roi de Pologne Antoine-Martin Chaumont de La Galaizière.

Avec la duchesse douairière Elisabeth-Charlotte retirée à Commercy, les relations restent cordiales, comme en témoigne une lettre de la princesse au ménage Belle Isle les remerciant de la part qu'ils ont prise à sa peine lors de la mort d'une de ses petites-filles. Ils se rendent de temps à autre à Commercy faire leur cour à la duchesse.

La grande passion du gouverneur des Trois Evêchés est l'urbanisme, passion qu'il partage avec Stanislas qui reçoit souvent les Belle Isle à Lunéville. La politique routière commencée par le duc Léopold est poursuivie activement. On reprochera à La Galaizière la dureté de la corvée, mais sous son impulsion et celle de Belle Isle, l'espace lorrain se dotera d'un excellent réseau stratégique et commercial qui facilite les communications, les échanges et le plein emploi. Les nouvelles chaussées, empierrées et entretenues, vont enrichir le pays et les soldats qui participent aux travaux y trouvent leur compte car leur commandant leur fait verser des gratifications. Neuf lignes de poste, six de carrosses et de messageries passent par Metz qui se trouve bientôt à sept jours de route de Paris, trois de Strasbourg, un de Sarrelouis et de Nancy. Signalons au passage que le tracé de l'autoroute moderne Paris-Strasbourg passant par Verdun et Metz a repris l'ancien plan du XVIII^{ème} siècle.

Le couple Belle Isle pratique à Metz une vie réglée, tranquille, studieuse. Le gouverneur est apprécié des autorités municipales et des populations pour son égalité d'humeur, son attention à ne pas froisser les susceptibilités, sa facilité d'approche et son accueil affable. Son épouse attire à l'hôtel du gouvernement les élites de la ville et par ses belles manières, son amabilité et l'intérêt sincère

qu'elle porte aux gens, elle influence la société de la ville. Elle donne des réceptions où l'on se précipite et fait ainsi travailler de nombreuses branches des industries locales, tout en affinant le goût des messins. Comme elle ne tolère pas les ragots et garde un secret total sur les confidences qui lui sont faites, on parle librement devant elle. On admire aussi sa générosité car elle prend souvent sur sa cassette personnelle pour soulager discrètement la misère.

De Metz à Lunéville, on échange des visites. Ce n'est pas l'extension de son commandement militaire en pays lorrain avant le changement de régime qui justifie les déplacements fréquents du ménage à Lunéville. Belle Isle ne vient pas seulement faire sa cour au roi de Pologne ou inspecter ses gardes du corps dont il a la responsabilité, il vient y retrouver la proche famille de sa femme qui y est établie depuis 1737. Il y retrouve son beau-père, le fantasque Béthune-Pologne, grand chambellan de la cour, et les cousines germaines de Madame de Belle Isle, la princesse de Talmont et la duchesse Ossolinska qui s'entendent à faire tourner la tête de leur cousin Stanislas en attendant l'émergence de Madame de Boufflers. On chasse, on s'amuse, on projette des voyages communs à Versailles. Stanislas et Charles-Louis de Belle Isle, son cadet de seulement sept ans, discutent de politique internationale, de l'avenir de l'Europe centrale, et échafaudent des plans urbanistiques pour leurs villes ou d'embellissements pour leurs résidences respectives. Les deux hommes sont des bâtisseurs nés et ont le sens de la grandeur.

Malheureusement, les princes européens s'agitent dans la perspective d'un prochain affaiblissement de la monarchie danubienne et de son possible démembrement, car l'empereur Charles VI n'a pas de fils. Les électeurs de Saxe et de Bavière ont épousé des archiduchesses, le duc de Savoie convoite le Milanais et Philippe V d'Espagne est poussé par sa tapageuse épouse à réclamer Parme et Plaisance. Quant à la Prusse, on connaît la maxime du futur Frédéric II : «En fait de royaume, on prend quand on peut et on n'a jamais tort quand on n'est pas obligé de rendre».

On peut se demander quel intérêt a la France à se mêler des querelles intestines de l'Allemagne alors que, de toute évidence, son avenir est à l'ouest, de l'autre côté de l'Atlantique, et que la maison de Habsbourg ne présente plus aucun danger pour les Bourbons maîtres de l'Espagne. Même la question du trône impérial aurait pu se régler par la voie diplomatique. Charles VI a peut-être trop tardé à proposer publiquement aux princes d'Allemagne d'élever son gendre François de Lorraine à la dignité de roi des Romains qui lui aurait assuré quasi-automatiquement l'accession au trône impérial. Le problème en fait est François lui-même car le jeune prince n'a guère fait ses preuves dans la guerre contre les Turcs, n'est pas très apprécié en Autriche et n'a pas encore assuré sa

descendance mâle. Un français quittant Vienne peu après la mort de Charles VI écrit, dans un Mémoire sur l'Autriche : «Je n'ai encore vu personne qui en dise quelque bien. Ses anciens sujets, malgré leur attachement pour les princes de sa maison, ne témoignent pas plus d'estime pour lui que les étrangers parmi lesquels il est unanimement décrié... Il a une inclination naturelle à railler tout le monde, c'est un vice impardonnable pour un prince».

Le cardinal de Fleury et Louis XV lui-même, qui ne manque ni de justesse d'esprit ni de sens pratique mais hélas trop souvent de volonté, ne veulent pas d'une guerre et cherchent à maintenir l'équilibre en Europe. Mais, tout est abruptement remis en question avec la mort, en 1740, des principaux souverains de l'Europe : le pape Clément XII en février, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume en mai, la tsarine Anna en octobre ainsi que l'empereur Charles VI quelques jours plus tard.

Dès l'annonce de la mort de Charles de Habsbourg l'électeur de Bavière, Charles-Albert de Wittelsbach qui n'a pas accepté la Pragmatique sanction, manifeste sa volonté de s'opposer aux dispositions testamentaires de l'empereur et demande l'aide de la France en passant par l'intermédiaire de Charles-Louis de Belle Isle, son parent par mariage. Malgré l'opposition du roi et de son vieux ministre, Belle Isle devient le chef de la faction interventionniste, importante à la cour dans le milieu de la noblesse désœuvrée et de la bourgeoisie qui a, depuis quelque temps, beaucoup de ses fils à l'armée ; même les philosophes poussent à la guerre ! Hardi, intrigant, beau parleur, il persuade le roi d'intervenir en faveur de la Bavière. Pourquoi ? Le désir, malgré son âge (il a 56 ans) de briller une fois encore sur les champs de bataille ? Sa parenté avec le prétendant Stuart explique peut-être son hostilité à l'Angleterre hanovrienne alliée de l'Autriche, et ses liens avec Stanislas Leszczyński son éloignement pour François de Lorraine époux de Marie-Thérèse de Habsbourg.

Il faut envoyer un ambassadeur à la diète de Francfort, ville qui a été préférée à Ratisbonne en raison des bruits d'armes, afin de s'opposer à l'élection du grand-duc François à la couronne impériale. Ce choix sera d'une importance capitale pour la France car si le roi, depuis l'acquisition de la Lorraine, ne veut pas étendre ses frontières, on peut redouter que le grand duc devenu empereur ait des prétentions sur ses anciens Etats.

A Versailles, le nom de Belle Isle circule avec insistance comme ambassadeur à la diète germanique. Il est quelque peu contradictoire d'envoyer comme négociateur un des chefs de la faction belliciste et un soldat prestigieux tout en affichant le souhait de rester en dehors de tout conflit ! Et pourtant, le 24 décembre 1740, Charles-Louis de Belle Isle est nommé ambassadeur extraordinaire du roi à la diète de Francfort et, le 11 février suivant, il reçoit la dignité

de maréchal de France. On maintient la fiction d'une mission pacifique mais on aiguise les armes. Quant à Belle Isle, il se voit déjà en arbitre de l'Europe !

Son ambassade sera fastueuse - il n'est pas le petit-fils du surintendant Foucquet pour rien ! - mais, s'il réussit à recueillir, en faveur de l'électeur de Bavière, un maximum de voix lui donnant accès au trône impérial, il s'est laissé jouer par le roi de Prusse et engage la France dans une guerre où elle n'avait rien à faire. L'électeur de Bavière ayant déclaré la guerre à l'Autriche, Belle Isle, quittant momentanément sa qualité d'ambassadeur, prend en mains les opérations militaires. Prague, capitale du royaume de Bohême, tombe aux mains des français mais ils ne peuvent s'y maintenir car ils sont assiégés par les troupes autrichiennes sous le commandement nominal du grand-duc François. Celui-ci se retire bientôt mais Marie-Thérèse ne renonce pas à reprendre la ville et bientôt Belle Isle n'a pas d'autre choix que de tenter de ramener en terre amie l'armée française perdue au centre de l'Europe. Déployant toute l'étendue de son génie militaire et de son ascendant sur les hommes, il réussit entre le 16 et le 26 décembre 1742, à faire sortir secrètement onze mille hommes, et à leur faire parcourir 150 kilomètres par un temps effroyable, trompant complètement le commandement autrichien qui ne se rendra compte de ce qui est arrivé qu'avec quarante-huit heures de retard. L'Europe entière applaudira cette prouesse militaire et le prestige de l'armée française s'en trouvera renforcé à un moment où tout va mal pour le nouvel empereur Charles VII soutenu par la France.

Belle Isle connaît un an de disgrâce en raison de cabales versaillaises et est même écarté de son gouvernement de Metz. Mais, on est bien obligé de le rappeler car le prince Charles-Alexandre de Lorraine qui commande l'armée de sa belle-sœur, est arrivé sur le Rhin aux troupes des français en retraite mais non en déroute. Il lance des raids dans le comté de Bitche et aussi un manifeste insolent aux peuples d'Alsace, de Bourgogne, de Franche-Comté, des Evêchés et de la Lorraine, leur annonçant que la reine de Hongrie, titre officiel de Marie-Thérèse de Habsbourg, voulait les affranchir du «joug intolérable» de la France, mais à condition qu'ils se soumettent aux contributions exigées, sinon «ils seront punis par le fer et le feu». Des proclamations autrichiennes appellent à la révolte tout particulièrement les habitants des Trois Evêchés comme «membres du corps germanique» et invitent ceux des duchés à rejoindre les drapeaux de leur prince légitime le duc François. Mais deux hommes à poigne veillent et ne se laissent aucunement impressionner et l'opinion générale, si elle est peut-être remuée en profondeur, reste prudente. La Galaizière fait quitter Lunéville à Stanislas et installe ses bureaux à Nancy, tandis que Belle Isle ordonne la levée de la milice. Le prince Charles-Alexandre, qui n'est guère plus grand capitaine que son frère, se retire.

La guerre se poursuit, et je n'entrerai pas dans des détails fastidieux. Pour notre propos, disons que le prince Charles réussit à franchir le Rhin en juin 1744, occupe Wissembourg et Haguenau, arrive au col de Saverne d'où il menace Strasbourg et Nancy. Déjà, les habitants de Saint-Dié sont venus à Commercy féliciter la duchesse-douairière des succès de son fils. Belle Isle se fâche et exige du roi de Pologne qu'il signe un décret prescrivant à tous les habitants de ses Etats de remettre leurs armes «sous peine de la vie».

Le pauvre Stanislas a un peu paniqué à l'annonce du passage du Rhin et envisage de quitter la Lorraine. Le maréchal le rassure et l'accueille à Metz, seule la reine de Pologne gagnera Meudon. Il fait distribuer aux habitants de la Haute Alsace et de la Franche-Comté une partie des fusils enlevés aux paysans lorrains, la Galaizière regroupe les milices en régiments, arme les ouvriers des salines et fait élever des redoutes le long des routes entre Alsace et Lorraine. Le loyalisme lorrain envers Stanislas n'a pas fléchi même lorsque le souverain s'est mis à l'abri à Metz. Durival constatera que «il y a eu meilleure grâce de la part de l'habitant qu'on n'avait lieu d'attendre». Le prince Charles-Alexandre sera immobilisé en basse Alsace d'où il sera rappelé lorsque la monarchie autrichienne devra faire face à une nouvelle attaque prussienne en Bohême.

Louis XV qui est, depuis le mois de mai à l'armée de Flandre, avise le maréchal de Belle Isle qu'il sera à Metz le 4 août en route pour l'Alsace et qu'il désire avoir son avis sur les mesures à prendre. Le maréchal, si vilipendé il y a encore quelques semaines voit la faveur revenir. Il disait d'ailleurs ironiquement que la faveur d'un homme comme lui repoussait comme la barbe !

Vous connaissez tous l'histoire de la «maladie» du roi et les intrigues qui ont entouré le souverain. Pendant les quinze jours où l'on s'agite, Belle Isle s'est effacé devant la cabale des dévots - ce n'est vraiment pas son genre - ne s'occupant que des questions militaires. Louis XV, avant de quitter Metz, lui renouvelle sa confiance en lui accordant la lieutenance-générale dans les duchés de Lorraine et de Bar, demandée d'ailleurs par le roi de Pologne échaudé par les menaces qui ont pesé sur les duchés pendant l'année 1744.

Dans les lettres-patentes signées par le roi de son camp de Fribourg, on lit que «le roy de Pologne, ayant jugé à propos pour le bien de son service... nous a témoigné que pour reconnaître les services que notre très cher et bien aimé cousin le duc de Belle Isle, maréchal de France, lui a rendus, tant lors de son avènement et installation ès duchés et dans le commandement des troupes qui y ont été établies qu'en plusieurs autres occasions, désire pourvoir de la dite charge de son lieutenant-général en ses duchés de Lorraine et de Bar ... le maréchal de Belle Isle». Louis XV s'engage en outre à conserver la charge à Belle Isle «lorsque le cas de la réunion des duchés à notre couronne arrivera».

Nul ne doute alors que Stanislas disparaîtra avant son cadet Belle Isle, ce qui ne sera pas le cas

Je passe rapidement sur les trois dernières années de la guerre de succession d'Autriche qui ne concernent plus guère les Evêchés et la Lorraine. Belle Isle, quoique prince d'Empire par la grâce de l'empereur bavarois Charles VII - qui va d'ailleurs mourir bientôt - est fait prisonnier par les hanovriens et passera presque un an en Angleterre en 1745. François-Etienne de Lorraine est élu empereur du Saint Empire Romain Germanique. Le ménage Belle Isle partage ensuite son temps entre Metz et leur propriété de Normandie. Ils sont toujours très liés avec la cour de Lunéville et, à la fin de 1745, le roi Stanislas donne à leur jeune fils, Louis-Marie Foucquet, comte de Gisors, une commission de colonel du régiment qu'il vient de créer, le Royal-Barrois, faveur purement nominale pour l'instant vu le jeune âge de l'impétrant qui n'a que treize ans !

La guerre a continué en Italie, essentiellement pour y assurer aux dépens de l'Autriche une principauté au gendre de Louis XV, don Philippe, fils de Philippe V et de son intrigante épouse Elisabeth Farnèse. Mais elle tourne mal et le maréchal de Belle Isle est convoqué à Fontainebleau en novembre 1746. Il faut croire que le roi ne dispose plus d'officiers supérieurs jeunes pour qu'il fasse appel à un officier général de soixante-trois ans, à la santé chancelante, même si l'intelligence et l'énergie ne faiblissent pas. Il n'est pas content de cette commission mais ne cherche pas à se dérober et, avec une médiocre armée, arrive à sauver la Provence d'une invasion austro-sarde soutenue par la flotte anglaise. Il y perdra son frère qui était un autre lui-même, et ne sera pas sollicité pour participer aux préliminaires de la paix d'Aix-la-Chapelle. Louis XV reconnaîtra toutefois - grâce à l'insistance de Madame de Pompadour - les mérites de son général en érigeant en pairie le duché de Gisors qu'il lui avait octroyé en 1742. Le maréchal ne portera jamais le titre de duc de Gisors et conservera celui de duc de Belle Isle qu'il avait couvert de gloire et qui s'éteindra avec lui.

Une fois la paix signée, Charles-Louis de Belle Isle regagne son gouvernement des Trois Evêchés. Il a été élu membre de l'Académie française au grand amusement de ses proches. Comme l'écrit un éminent mémorialiste de l'époque, par ailleurs un ami intime du maréchal : « Quelque désir de gloire qu'ait toujours eu Monsieur de Belle Isle, il n'a jamais prétendu à celle d'homme de lettres ni d'académicien mais, comme il a un grand nombre d'amis, ils se sont déterminés, à l'exemple du maréchal de Villars, de lui recommander de se présenter ».

A Metz, il donne désormais libre cours à sa passion de l'urbanisme. C'est de cette époque que datent la construction de l'église Sainte Glossinde et la fin des travaux des casernes de Basse Seille destinées à soulager les habitants

du logement des soldats. Le gouverneur et l'intendant qui ne s'entendent pas vraiment, partagent le rêve de transformer la ville de Metz pour la rendre plus attrayante sans porter atteinte évidemment à sa destination militaire. Un projet de place d'Armes était resté dans les cartons pendant la guerre mais dès 1750, après, dit-on, un séjour à Commercy chez Stanislas et avec ses encouragements, la décision est finalement prise malgré les récriminations d'habitants expropriés et les travaux commencent. Il n'en verra pas l'achèvement car, rappelé à Versailles au début de la guerre de Sept ans, il devient ministre d'Etat et ministre de la Guerre et n'a plus de temps à consacrer à Metz. La Place d'Armes de Metz est la dernière grande place du XVIII^{ème} siècle et Belle Isle, qui en eut l'idée dès 1728, mérite la reconnaissance des messins. Il est aussi à l'origine de la construction d'un hôtel de l'Intendance et d'un théâtre.

En considération des services rendus par le maréchal, Louis XV donne en 1753 à son fils, le comte de Gisors, la survivance du gouvernement de Metz et des Evêchés, mais pas le commandement militaire. Il lui donne aussi la survivance de la lieutenance-générale de Lorraine et de Bar avec l'assentiment du roi de Pologne. Celui-ci rencontre souvent son ami Belle Isle, soit à Lunéville soit à Commercy, du fait de la situation particulière liant la France aux duchés lorrains. Depuis 1741, le maréchal est chargé par la cour de France de l'organisation des gardes du roi de Pologne. Dès cette nomination, il a fait la revue des gardes à cheval et leur a déclaré, de la part de Sa Majesté Très Chrétienne, que «Sa Majesté vouloit bien regarder comme rendus à lui-même tous les honneurs qu'ils avoient rendus et rendroient au roi de Pologne et qu'ils mériteroient ses bontés et ses grâces par leur exactitude à remplir leur devoir». Depuis lors, on envoie tous les mois au gouverneur de Metz, l'état des deux compagnies des gardes de Stanislas et Belle Isle les passe régulièrement en revue. Stanislas apprécie la courtoisie et la déférence à son égard du maréchal qui, représentant le roi de France, pourrait lui imposer ses volontés. C'est ainsi que le projet de Stanislas de créer une place royale à Nancy aurait pu se heurter à un refus catégorique du maréchal. Mais les deux hommes sont trop intelligents et trop habiles pour se heurter. La menace autrichienne de 1744 est certes toujours présente dans les esprits, mais il est évident que le maître provisoire de la Lorraine ne cherche pas à diminuer la capacité militaire de Nancy et que le militaire chargé de sa défense est trop entiché d'urbanisme pour ne pas chercher un compromis satisfaisant pour tout le monde. Malgré la tenace opposition du ministre de la Guerre d'Argenson, on discute.

Tout est parti d'une lettre habile que Stanislas adresse à Belle Isle le 7 janvier 1752 : «Le désir, mon très cher maréchal, de laisser quelque souvenir après moy dans le pays où la Providence m'a placé, et en même temps un monument de ma tendresse pour le Roy, m'a fait concevoir une idée, laquelle, je suis seure,

cognoissant votre façon de penser, ne scauroit estre que de vostre goût. C'est une place de Nancy où j'érige une statue du Roy». Après avoir plaidé l'avantage qu'en tireroit Nancy par une jonction entre la vieille ville et la nouvelle, il ajoute : «Comme je suis seure qu'on fera des réflexions sur la nécessité de conserver les fortifications, soyez, je vous prie, mon rempart pour en remontrer l'inutilité, car si Nancy peut servir dans quelques cas d'un endroit de depost, la cytadelle remplira toujours cet objet. Enfin, mon cher maréchal, j'implore vostre assistance...»

Au début, Belle Isle reste insensible à tant de cajoleries, pensant avec La Galaizière et Bavilier, ingénieur du Roi en Lorraine, la sécurité de la ville. Le 15 août 1753 encore, alors que Stanislas, sûr de l'appui à Versailles de sa fille, a commencé des travaux, il écrit à son ministre : «Je me console difficilement de l'ouverture que le roy de Pologne a faite d'autorité et contre toute raison au corps de la place sur le front de la porte royale...»

Tout ce que l'on doit attendre de Nancy est que la vieille ville soit à l'abry d'un coup de main, que l'on y puisse mettre des dépôts et des magasins de sûreté, que tous les seigneurs et habitants du plat pays puissent y réfugier leurs effets en sûreté et que l'ennemi ne puisse entrer dans la place qu'avec du gros canon... Le roi de Pologne fait quelques concessions, on mande de Versailles à Belle Isle d'assouplir son intransigeance, et le tour est joué. L'Arc de triomphe sera considéré comme une porte que l'on fermera en cas de nécessité militaire. Chacun a joué son rôle à la perfection et Nancy est redevable à tous deux d'une des plus belles places d'Europe. La statue de Louis XV qui ornera la place tant que celle-ci sera «royale» est inaugurée le 26 novembre 1755 et le comte de Tressan, alors commandant à Toul, écrit à un ami : «Je me désolé que le roy de Pologne persiste à donner la feste le 26. Elle ressemblera un peu aux festes de Teutatès où l'on immolait tant de victimes humaines. Nous le serons tous par le froid et la boue».

C'est probablement la dernière fois que le roi de Pologne et le maréchal de Belle Isle se sont rencontrés. Un mois après l'inauguration de la place royale de Nancy, le vieux soldat - il a 71 ans et vient de perdre sa femme, morte à Paris de la rougeole - est nommé par Louis XV au commandement de tous les côtes françaises de la Manche et de l'Atlantique pour contrer les actes de piraterie commis sur nos côtes par les anglais qui se sont récemment alliés à la Prusse, rendant inévitable le renversement des alliances. Au mois de mai suivant, Belle Isle est fait ministre d'Etat et remplace au Conseil le maréchal de Noailles, et la guerre est déclarée à l'Angleterre.

Pendant deux ans, il assiste impuissant aux revers de non armes en Allemagne et en Amérique, tout en poursuivant ses plans de réorganisation des armées.

Le 3 mars 1758, il est nommé secrétaire d'Etat à la Guerre, il mourra trois ans plus tard à la tâche, après avoir connu l'immense douleur de perdre son fils unique à la funeste bataille de Creveltdt en juillet 1758.

Ses occupations accablantes n'empêchent pas le maréchal de Belle Isle de suivre de loin mais attentivement les affaires de son gouvernement des Trois Evêchés. Il vient à Metz pour le service solennel célébré à la mémoire de son fils en la cathédrale et est sensible à l'accueil chaleureux de la ville qui lui doit tant. Il entretient une correspondance suivie avec la municipalité, s'attachant au moindre détail. Metz a certes et avant tout une vocation militaire mais Belle Isle a d'autres ambitions pour elle. Parallèlement à la politique de communication stratégique et commerciale, il vaut aussi que les idées circulent. Sans être philosophe, il est un homme des Lumières. Dès 1750, à l'instar du roi de Pologne qui, à Nancy, a créé une bibliothèque pour remplacer celle emportée à Vienne par le duc François III, il envisage une Académie destinée non seulement à devenir un foyer de rayonnement intellectuel, mais aussi à contrôler tout éventuel débordement. Stanislas aura sa Société royale des Sciences et Belles Lettres avant lui mais les deux hommes en ont certainement parlé. La Société royale des Sciences et des Arts de la Ville de Metz tiendra sa première réunion le 19 octobre 1760, et Belle Isle aura le titre de fondateur. Il fait don à la Société de 3 000 livres de rente et ouvre les archives du gouvernement à ses membres pour leurs recherches.

Le 26 janvier 1761, Charles-Louis Auguste Foucquet, maréchal de France et duc de Belle Isle, meurt paisiblement dans son logement de l'aile des Ministres à Versailles. De tout l'Europe des condoléances arrivent, car l'homme est connu et apprécié internationalement, et on ne peut que déplorer la sécheresse de cœur du souverain français que Belle Isle a servi sans faille pendant 50 ans et qui ne trouve, à l'annonce de sa mort, que ce commentaire à faire : «Voilà donc M. Foucquet mort !».

Le plus ému semble avoir été Stanislas Leszczyński, roi de Pologne et dernier duc de Lorraine. Il s'apprêtait à se rendre au théâtre du château de Lunéville lorsque la nouvelle de la mort de son cadet et ami lui parvint. Il regagna immédiatement ses appartements et fit part à ses familiers du réel chagrin qu'il éprouvait. Dès le lendemain, il fit dire des messes à son intention. Une collaboration de 25 ans s'achevait, mais elle aura porté ses fruits jusqu'à nos jours.